Le serment de loyauté qui terrorise les Rwandais de la diaspora

BBC Afrique,Â 20 novembre 2020 Des images fuitÃ©es d'une cÃ©rÃ©monie de "serment" controversÃ©e au Haut-Commissariat du Rwanda Ã Londres alimentent les allÃ©gations d'une rÃ©pression mondiale agressive de la dissidence par le gouvernement autoritaire de la nation d'Afrique de l'Est, surnommÃ©e la nouvelle "CorÃ©e du Nord" par ses dÃ©tracteurs. Des membres de la diaspora rwandaise affirment Ã la BBC que de telles cÃ©rÃ©monies sont monnaie courante et visent Ã inculquer la peur et l'obÃ©issance. Un homme indique que ses proches au Rwanda ont Ã©tÃ© enlevÃ©s et peut-Ãªtre tuÃ©s p le punir d'avoir refusÃ© de coopÃ©rer. Les autoritÃ©s rwandaises rejettent ces allÃ©gations qualifiÃ©es de fausses et sans fondement. Dans la vidÃ©o, rÃ©cemment diffusÃ©e sur WhatsApp, on peut voir plus de 30 personnes se tenant dans une salle de confÃ©rence bondÃ©e de l'ambassade du Rwanda au Royaume-Uni, levant la main et promettant leur loyautÃ© au parti au pouvoir, le Front patriotique rwandais (FPR). "Si je vous trahis ou si je m'Ã©carte des plans et des intentions du FPR, je trahirais tous les Rwandais et je dois Ãªtre puni par la pendaison", dÃ©clare le groupe, en kinyarwanda, tout en promettant de combattre "les ennemis du Rwanda, oÃ¹ qu'ils soient". L'utilisation par le FPR d'une ambassade - qui se trouve Ã Londres prÃ¨s de la gare de Marylebone - pour un engagement ouvertement politique est, en soi, remarquable. Ils sont terrifiÃ©s Mais, alors que certains des participants Ã la cÃ©rÃ©monie - qui aurait eu lieu en 2017 - pourraient bien Ãªtre de vÃ©ritables partisans du parti au pouvoir, vivant maintenant Ã l'Ã©tranger, d'autres dÃ©clarent Ã la BBC que de nombreux participants Ã©taient lÃ sous la contrainte. "Je suis certain que la majoritÃ© des personnes qui ont prÃªtÃ© ce serment n'y ont pas cru. Nous avons menti pour nous protÃ©ger et protÃ©ger nos familles au Rwanda", rÃ©vÃ¨le une personne qui Ã©tait - selon notre enquÃªte - prÃ©sente Ã la cÃ©rÃ©monie, mais qui nous a demandÃ© de ne pas rÃ©vÃ©ler son nom par crainte de reprÃ©sailles. "C'est ce qui se passe partout. C'est la routine. Soit vous prÃªtez [le serment], soit vous Ãªtes [l'] ennemi. C'est du noir et du blanc", soutient David Himbara, qui Ã©tait autrefois conseiller principal du prÃ©sident rwandais Paul Kagame. C'est un citoyen canadien, universitaire et militant qui affirme que sa vie a Ã©tÃ© menacÃ©e Ã plusieurs reprises par les services de sÃ©curitÃ© du Rwanda. "La grande majoritÃ© y va parce qu'ils sont terrifiÃ©s. Ils pensent que s'ils n'y vont pas quelque chose arrivera Ã leur famille [au Rwanda]", indique RenÃ© Mugenzi, un Britanno-rwandais, militant des droits de l'homme, rÃ©cemment condamnÃ© pour vol au Royaume-Uni et emprisonnÃ©. "Vous devez Ãªtre actif [au sein du FPR]. MÃªme si vous Ãªtes neutre... ils vous soupÃ§onnent de soutenir des groupes d'opposition", souligne-t-il. InterrogÃ© sur la cÃ©rÃ©monie de "serment", le Haut-commissariat rwandais a rÃ©pondu, par courriel, que les membres de la diaspora utilisent sa salle de confÃ©rence pour divers engagements culturels et que la participation Ã un engagement de loyautÃ© au FPR Ã©tait lÃ©gale et "entiÃ¨rement de leur propre choix et personne n'est obligÃ© de le faire". Mes frÃ¨res ont Ã©tÃ© enlevÃ©s M la BBC a eu Ã©chos de nouvelles preuves que le gouvernement rwandais a non seulement cherchÃ© Ã menacer les membres de la diaspora considÃ©rÃ©s comme dÃ©loyaux, mais aussi qu'il cherche Ã punir ces personnes en ciblant leurs parents qui vivent encore au Rwanda. "Afin de m'intimider, ils ont enlevÃ© mes deux frÃ¨res. Ils n'ont jamais Ã©tÃ© impliquÃ©s dans la politique. Ils Ã©taient sur le sol rwandais. Pourquoi devraient-ils payer un tel prix alors qu'ils n'ont rien fait ?", se demande avec Ã©motion NoÃ«l Zihabamwe, depuis sa maison en Australie. M. Zihabamwe est un membre important de la diaspora rwandaise Ã Sydney. Il est arrivÃ© dans ce pays en tant que rÃ©fugiÃ© en 2006, cherchant Ã Ã©chapper Ã ce qu considÃ¨re comme un climat politique de plus en plus Ã©touffant et rÃ©pressif. Il affirme que son refus de soutenir activement le gouvernement du FPR a provoquÃ© une menace publique de mort de la part d'un diplomate rwandais en visite Ã la fin de 2017, qu'il a signalÃ©e aux autoritÃ©s australiennes. Cette menace a Ã©tÃ© suivie par l'enlÃ¨vement prÃ©su de ses deux frÃ¨res, Jean Nsengimana et Antonine Zihabamwe, qui auraient Ã©tÃ© descendus d'un bus par des policiers prÃ¨s de la ville rwandaise de Karangazi en septembre 2019 et n'ont pas Ã©tÃ© revus. "Ils ont souvent recours Ã ce genre d'enlÃ¨vement ou d'assassinat de membres de leur famille. Il faut que cela cesse. Nous en avons assez", clame M. Zihabamwe. "Nous aimerions que le gouvernement rwandais rÃ©tablisse les droits dÃ©mocratiques de tous les citoyens, cesse les assassinats ciblÃ©s, les enlÃ¨vements, les arrestations illÃ©gales et les campagnes d'intimidation des anciens citoyens qui, comme moi, vivent Ã l'Ã©tranger", ajoute M. Zihabamwe, qui croit maintenant que ses frÃ¨res sont probablement morts. Il a dÃ©cidÃ© de s'exprimer en public, malgrÃ© ce qu'il estime Ãªtre un grand risque pour lui-mÃªme et sa famille Ã©largie. "Pourquoi ne peuvent-ils pas faire savoir Ã la famille oÃ¹ se trouvent les corps de leurs proches, afin que nous puissions organiser des funÃ©railles officielles ? Il y a beaucoup de Rwandais de l'extÃ©rieur qui ont perdu leurs Ãªtres chers. "Je veux parler contre l'injustice. Nous avons besoin d'un leadership qui puisse dÃ©fendre tout le monde, et non certains", exprime-t-il Ã la BBC. DesÂ allÃ©gationsÂ sans fondement La reprÃ©sentation diplomatique rwandaise Ã Londres rejette les allÃ©gations de M. Zihabamwe. Elle les qualifie de mensonges "fatiguÃ©s et recyclÃ©s" et de "stratagÃ¨me bon marchÃ© de la part de dÃ©tracteurs politiques pour obtenir l'attention des mÃ©dias libres". Mais de telles allÃ©gations sont considÃ©rÃ©es comme crÃ©dibles par de nombreux chercheurs, groupes de dÃ©fense des droits de l'homme et diplomates Ã©trangers, qui affirment que les autoritÃ©s rwandaises semblent avoir pris en compte le fait que - malgrÃ© les critiques formulÃ©es par les gouvernements occidentaux - de telles actions, qui ont notamment donnÃ© lieu Ã plusieurs assassinats ciblÃ©s Ã l'Ã©tranger, ne semblent jamais causer de dommages Ã long terme aux relations internationales du Rwanda. Le gouvernement rwandais a reÃ§u de nombreux Ã©loges et un soutien financier mondial, pendant des dÃ©cennies, pour son programme de dÃ©veloppement extrÃªmement fructueux, qui a contribuÃ© Ã lutter contre la pauvretÃ© et a transformÃ© le Rwanda en l'une des Ã©conomies les plus impressionnantes du continent. "Leur point de vue est le suivant : nous pouvons faire ce que nous voulons, tuer qui nous voulons", dÃ©clare une source, sous couvert d'anonymat. Le cas de cet homme, cÃ©lÃ©brÃ© dans le monde entier - son histoire a Ã©tÃ© transformÃ©e en film hollywoodien (Hotel Rwanda) - pour av secouru des personnes du gÃ©nocide de 1994, a attirÃ© la critique mondiale au dÃ©but de cette annÃ©e aprÃ¨s qu'il a Ã©tÃ© renvoyÃ© au pays pour y Ãªtre jugÃ© pour terrorisme. La mort, en garde Ã vue, du chanteur de gospel Kizito Mihigo a Ã©galement suscitÃ© une grande colÃ¨re. Kizito, plus connu sous ce nom, avait tentÃ© de traverser illÃ©galement la frontiÃ¨re du Rwanda, selon les autoritÃ©s. Ces derniÃ¨res indiquent qu'il s'est suicidÃ© - une version qui est largement contestÃ©e dans la diaspora et par de nombreux analystes. "Si vous Ãªtes rwandais, il est tout simplement plus sÃ»r de garder le

silence", affirme Sarah Jackson, directrice adjointe du programme Afrique de l'Est d'Amnesty International. "Les autoritÃ©s rwandaises disposent de toute une panoplie de tactiques qu'elles utilisent pour rÃ©primer la dissidence dans leur pays et Ã l'Ã©tranger, allant du harcÃ¨lement aux menaces de dÃ©tention illÃ©gale, en passant par les disparitions, la torture, et mÃªme jusqu'Ã renvoyer au Rwanda des dissidents rwandais basÃ©s dans d'autres pays sans passer par une procÃ©dure d'extradition... et Ã menacer les membres de leur famille Ã©galement". Le Haut commissariat du Rwanda Ã Londres soutient que de telles allÃ©gations n'ont aucun fondement et sont propagÃ©es par une "poignÃ©e d'opposants... afin de nuire Ã l'image et Ã la poursuite du dÃ©veloppement du Rwanda". Totalitarisme Le prÃ©sident Kagame a officiellement obtenu prÃ¨s de 99 % des voix lors de la derniÃ¨re Ã©lection prÃ©sidentielle du Rwanda en 2017. A Londres, Abdulkarim Ali, un responsable du CongrÃ¨s national rwandais, un parti d'opposition, indique: "soit vous faites allÃ©geance au FPR, soit... vous devenez un ennemi de l'Ã‰tat. Nous le comparons normalement Ã la CorÃ©e du Nord". Au Canada, M. Himbara dÃ©crit l'idÃ©ologie du gouvernement rwandais comme celle du "totalitarisme - un gouvernement qui veut contrÃ´ler tous les aspects du peuple rwandais, mÃªme dans la diaspora". Le haut-commissariat du Rwanda Ã Londres assure que l'objectif principal du gouvernement est de sortir les Rwandais de la pauvretÃ© et de crÃ©er une bonne qualitÃ© de vie et des opportunitÃ©s pour tous. "On ne se concentre pas sur une poignÃ©e d'opposants qui rÃ©pandent constamment de fausses informations afin de nuire Ã l'image et Ã la poursuite du dÃ©veloppement du Rwanda".